

Le Liban : à la croisée du changement



Depuis l'indépendance du Liban le 22 novembre 1943, le système politique repose sur une division communautaire afin de garantir une distribution égale à chaque communauté, ainsi, le président est chrétien, le premier ministre musulman sunnite et le président du parlement chiite. Pourtant, les clivages communautaires ont nourri la guerre civile de 1975 à 1990 et ont conduit à l'éclatement des communautés. Durant les 25 ans de guerre, les Libanais ont assisté à des affrontements extra et intra-communautaires des plus sanglants : chrétiens contre chrétiens (phalangistes de la famille Gemayel contre les forces libanaises Geaga contre le mouvement national libre du président Aoun) et musulmans contre musulmans (le mouvement Amal du président du parlement Nabih Berri contre le Hezbollah contre le parti socialiste Druze de Joumblat contre Les Mourabitoun (parti sunnite)...).

L'accord de Taëf signé en 1989 a mis fin à cette guerre mais a aussi consacré les chefs des milices comme dirigeants politiques du pays.

Depuis leur prise du pouvoir, ces dirigeants n'ont pas œuvré pour l'instauration d'un nouveau régime politique et social équitable, mais ont au contraire profité de la reconstruction du pays pour s'enrichir. Cette corruption a plongé le pays dans une succession de crises économiques, politiques et sociales.

Depuis 2016, date de l'élection du président Aoun, le pays traverse l'une des pires phases de récession de ces trente dernières années. C'est dans ce contexte que l'État décida alors d'instaurer une nouvelle taxe le 17 octobre 2019 sur le service d'appels WhatsApp, le seul service utilisé au Liban pour combler l'inexistence d'autres services de communication. Cet impôt éveilla la colère de la population qui souffre déjà d'un niveau de vie en chute libre à cause de la hausse de coût de vie, de l'absence de services publics et d'un taux de chômage national dépassant les 40%.

C'est ainsi qu'en trois jours seulement, 2 millions de personnes (soit un tiers de la population du pays) ont envahi les rues partout au Liban afin d'affirmer leurs droits et réclamer la démission du gouvernement.

Le journal *Le Monde* a publié les 26 et 28 octobre 2019 trois tribunes traitant du soulèvement populaire en cours au Liban rédigées selon trois différents points de vue.

Dans sa tribune « Au Liban, un air de Mai 68 » publié le 28 octobre 2019, le politiste franco-libanais Ziad Majed analyse la situation en adoptant un point de vue socio-politique.

En effet l'activiste rappelle que depuis l'assassinat de l'ancien premier ministre Rafic Hariri en 2005, les clivages et les alliances politiques ont changé notamment avec les élections présidentielles de 2016, les élections législatives de 2018 et la création du nouveau gouvernement en 2019. Plusieurs crises économiques sont survenues depuis l'instauration de ce gouvernement telle que la chute de la valeur de la monnaie nationale face au dollar américain ou encore la proposition de créer de nouveaux impôts. Le peuple s'est donc mobilisé face à la corruption et aux différentes divisions politiques en s'attaquant directement aux chefs de cette classe politique tenus pour responsables de la crise au Liban. Parmi eux nous retrouvons le premier ministre Saad Hariri, le président Michel Aoun, le président du Parlement Nabih Berri mais également le parti du Hezbollah. C'est ainsi que les manifestants se sont dressés contre leurs propres représentants. Ziad Majed souligne également une similitude avec les révolutions arabes de 2011 (en Tunisie, en Égypte, en Libye, au Yémen, à Bahreïn et en Syrie) et de 2019 (en Algérie, au Soudan et en Irak). Les manifestants se sont inspirés du ton humoristique de ces révolutions afin de briser le prestige des responsables, en occupant des espaces publics et en faisant augmenter le nombre de mobilisation grâce aux réseaux sociaux. Un air de Mai 68 se dégage également de ce soulèvement grâce à la participation massive des jeunes et des universitaires et se manifeste d'une part par une volonté de s'affranchir des liens communautaires et d'autre part, l'insatisfaction des manifestants face aux réformes proposées en 21 et 24 octobre afin d'apaiser la colère du peuple, mettant ainsi la classe politique dans une impasse.

Dans la deuxième tribune publiée le 26 octobre 2019 « Le Liban, un pays à venir », l'écrivain Charif Majdalani propose une analyse sociale du mouvement. Ici, l'écrivain souligne la soudaineté et la rapidité du soulèvement du peuple qui pourtant subissait les décisions injustes des partis politiques depuis des années et qui semblait être pris en otage et réduit au silence par le système abritant en effet la naissance de rapports mafieux entre les dirigeants et les citoyens. En effet, le gouvernement se permet de rendre payant le moindre service auquel tout le monde devrait avoir accès touchant ainsi les classes moyennes et pauvres. En plus d'être spontané, ce mouvement n'est mené par personne et aucun groupe dirigeant n'en a pour l'instant émergé, c'est grâce à ce fait que chacun est libre de s'exprimer. De plus les réseaux sociaux ainsi que les chaînes de télévision sont devenus des tribunes où les manifestants expriment leur frustration et leurs revendications. Ces revendications sont diverses mais aboutissent à la même exigence, celle d'en finir avec la caste politique, la restitution de l'argent public et le jugement des corrompus. C'est ainsi que le peuple libanais demande une réaction concrète du gouvernement et a réussi à se détacher de ses chefs dirigeants.

Dans la dernière tribune publiée également le 26 octobre 2019 « Si je suis en train de rêver, ne me réveillez pas », la romancière et essayiste Dominique Eddé partage ses impressions et sentiments avec les lecteurs. Contrairement à Ziad Majed et Charif Majdalani, Dominique Eddé livre une vision personnelle et non politique du mouvement. Elle décrit la puissance du rassemblement du peuple libanais en s'appuyant sur le fait que les manifestants sont composés de toutes les tranches de la population jeunes, âgées, travailleurs, étudiants, femmes, toutes religions confondues. Tout comme Majdalani, elle note que toutes ses personnes possèdent des revendications différentes mais qui les enrichissent et créent du lien dans cette révolte. Elle affirme également que ces mouvements ne présentent aucun chef de tête ou de parti politique mais qu'ils sont animés par le drapeau libanais et la colère du peuple. Elle souligne également comme Ziad Majed les similarités avec les révolutions arabes de 2011 puisqu'encore aujourd'hui, les rues libanaises incarnent l'union du peuple à la manière de 2011.

Un autre élément est mis en avant dans ces trois tribunes, celui de la décentralisation de cette révolte puisque pour la première fois les mobilisations ne convergent pas seulement vers la capitale mais ont lieu partout dans le pays, ce qui permet à tous les citoyens et citoyennes de s'exprimer dans chaque région : le moment le plus fort de l'unité s'est manifesté par la chaîne humaine longue de 170 km et qui a relié le pays du nord au sud. De plus ce phénomène ne nécessite pas l'organisation de déplacements coûteux des manifestants. Malgré la distance entre les villes et les villages, les manifestations parviennent à maintenir une communication constante grâce aux réseaux sociaux et une ferveur grâce aux slogans communs tel que « Kellonyaanikellon » (signifiant *tous sans exception*).

Même si l'issue de ce mouvement reste incertain et que la population souffre du manque de moyens, de médicaments, d'une restriction sur les opérations bancaires de retrait et transfert, la population libanaise veut croire en son avenir et se mobilise pour transcender ses difficultés, notamment en organisant des groupes d'entraide populaire pour venir en aide aux plus vulnérables : obliger les banques à accepter d'autoriser le retrait de plus de 100 dollars par opération en occupant leurs sièges sociaux ; apporter de l'aide alimentaire et médicamenteuse aux plus nécessiteux dans les régions (par exemple, le groupe Facebook Liban troc créé le 5 décembre 2019 rassemble et organise ces aides).

Il est indéniable que ce mouvement populaire a un impact sociétal puisqu'il a engendré une nouvelle dynamique politique participative. Parmi les revendications de cette révolution figure l'annulation de l'ensemble des partis politiques, de l'ancienne constitution, et la création d'une nouvelle constitution civile et laïque basée sur un référendum.

De plus, cette révolution consacre le rôle de la femme : « Al thawraounsa » (signifiant *la révolution est Femme*). Elle est au cœur de tous les slogans et en première ligne lors des manifestations réclamant, entre autres, son droit à octroyer la nationalité à ses enfants.

Finalement, il faut insister sur l'éveil écologique de la population. En trente ans, l'État a été incapable de mettre en place des usines de traitement des déchets et de recyclage respectant l'environnement ; pourtant en deux mois, la population a réussi à organiser le tri des déchets en nettoyant les rues après chaque manifestation et a été plus efficace que les services municipaux (par exemple, les décorations de Noël ont été réalisées à partir de matériaux recyclés). Mais la réalisation la plus importante est la restitution de la réserve naturelle de Bisri, que l'État a voulu éradiquer au profit d'un projet de construction.

En outre, ce phénomène transcende les frontières du pays et embrasse la diaspora libanaise grâce au dynamisme de la nouvelle génération mobilisée à travers le monde. Plusieurs rassemblements et manifestations ont eu lieu au Royaume Uni, en Europe (France, Allemagne, Belgique, Russie et Espagne etc.), aux États-Unis, en Amérique du Sud jusqu'en Australie, et ont permis de soutenir et d'intensifier cette révolte populaire. Les Libanais de l'étranger s'organisent grâce aux réseaux sociaux, par exemple le groupe Facebook Moughtaribin Moujtamiin (Réunis à l'étranger) a réussi à organiser des retours massifs de jeunes étudiants libanais de l'étranger le jour de la fête de l'indépendance du Liban (le 22 novembre), afin de participer activement à la révolution. Par ailleurs, ce groupe a mis en place des plates formes accueillant de l'aide vestimentaire, alimentaire et médicamenteuse envoyée au Liban avec les Libanais qui y retournent pour les fêtes de fin d'année.

En conclusion, malgré l'incertitude et l'instabilité de la situation, la population locale et la diaspora gardent l'espoir et croient en un changement qui certes tarde à venir mais qui commence à se faire sentir.

Elsa ANNANI (1^{ère} 1), le 1^{er} janvier 2020